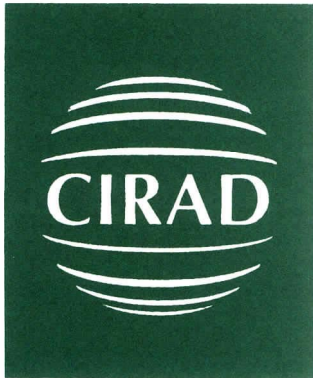


DK 574 015

Rapport de mission



Première assemblée plénière du Fara

Daniel Annerose

Gaborone, du 8 au 10 mars 1999



Fiche 1 : Première assemblée plénière du Fara

La première assemblée générale du Forum pour la recherche agricole en Afrique (Fara) s'est tenue à Gaborone le 9 mars 1999. Une tradition semble maintenant établie pour organiser les réunions du Fara en marge de celles du Spaar. Cela s'est encore vérifié, la 19^{ème} plénière du Spaar étant programmée au même endroit du 11 au 12 mars.

La création du Fara en février 1997 à Bamako a été difficile, d'autres, dont le Spaar, revendiquant la responsabilité de s'exprimer au nom de l'Afrique sub-saharienne dans le système global de recherche agricole. Le principe de la représentativité ascendante adopté pour la construction du GFAR¹ a logiquement été conservé pour organiser la représentation de l'Afrique. Donc depuis Bamako le Fara, qui associe les 3 organisations sous-régionales que sont la Coraf, l'Asareca et le Saccar, est pour les systèmes nationaux de recherche agricole d'Afrique sub-saharienne l'espace légitime d'échange, de concertation et de construction de la vision commune qu'ils souhaitent voir prendre en considération dans le système global de recherche agricole.

L'enjeu pour le Fara, durant ces deux dernières années placées sous la présidence de la Coraf, était de consolider par l'action cette légitimité. Cette 1^{ère} plénière a permis de faire le point sur les résultats du Fara durant cette période, d'évoquer ses perspectives et de discuter de son programme pour les 2 prochaines années. Plusieurs sujets étaient à l'ordre du jour :

Le rapport d'activité

Le rapport d'activité du Fara (voir annexes) rend compte très objectivement des difficultés rencontrées pour animer la concertation entre les trois différentes organisations sous-régionales (Osr). La disparition du Prof. Maurice Onanga et les difficultés financières de la Coraf ont certainement affecté cette phase importante de la construction du Fara.

Parmi les 4 grands points de son programme initial, le Fara a présenté les résultats d'un programme minimum basé sur des actions (1) de renforcement institutionnel des Osr, (2) de consolidation des bases constitutives du Fara, (3) de représentation dans les différentes instances du système mondial. Les résultats obtenus dans ces conditions sont encourageants mais le Fara est conscient de la nécessité maintenant de consolider sa position dans le système global en étant davantage proactif. Deux questions liées doivent être rapidement réglées pour cela.

D'abord la compréhension qu'ont les différentes Osr des relations entre elles-mêmes et au sein du Fara n'est pas exactement identique. Contrairement à

¹ Global Forum for Agricultural Research.

la Coraf, l'Asareca et le Saccar n'ont pas encore totalement intégré l'absence de relations hiérarchiques entre le Fara et les Osr, que le Fara est leur outil et donc qu'il est à leur service comme les Osr le sont pour les SNRAs.

Leur engagement dans les actions du Fara est encore mesuré par rapport à cette crainte de rapports hiérarchiques, ceci est la 2^{ème} question. Le Fara est conscient que le renforcement de l'information et de la communication est une priorité absolue pour consolider à ce niveau la concertation et le partenariat entre les Osr.

Etude sur la vision de la recherche agricole en Afrique sub-saharienne.

La région a besoin de cette vision notamment pour défendre ses positions lors de la réunion du GFAR de Dresde en 2000. Un groupe Spaar-Fara a été constitué en 1998 pour réaliser cette étude. Schématiquement elle apparaît davantage comme une longue introduction à la proposition faite en conclusion de fusionner le Fara et le Spaar dans un programme africain de recherche agricole (Para). Toute la difficulté d'entériner la disparition du Spaar transparaît dans cette proposition. Il faut néanmoins se demander en quoi cette disparition programmée doit nécessairement se traduire par une disparition du Fara. Tant que le Spaar aura lui-même à réfléchir sur sa propre disparition à travers ce type d'exercice la vision africaine aura beaucoup de mal à se structurer. La réponse est en réalité simple, il s'agit pour les bailleurs du Spaar d'examiner la nature de ses actions et de les transférer au Fara et aux Osr avec les moyens qui les accompagnent aujourd'hui.

Pour beaucoup la construction de la vision africaine doit reposer sur un mécanisme permettant une véritable appropriation du sujet par l'ensemble des composantes à tous les niveaux de représentation que sont les Snra, les Osr et le Fara. Les exercices de définition des priorités de coopération régionales que conduisent les Osr sont des étapes importantes et devraient fournir les éléments de base pour la construction de cette vision à l'échelle du Fara.

La représentativité et la gouvernance :

Le Fara envisage de renforcer la représentativité de ses membres. Trois catégories sont distinguées :

1. les membres fondateurs (Asareca, Coraf, Saccar et Spaar),
2. les membres ordinaires (Oua, Bad, Cea² et l'Afaa³),

² Commission économique pour l'Afrique.

³ Association des facultés d'agriculture en Afrique.

3. les membres associés (Cira, Ari, universités, secteur privé, Ong, organisations de producteurs).

Le Fara demandera à ces membres de choisir leurs représentants. Il a été recommandé de maintenir le système de désignation par représentation ascendante.

Les Ong et le secteur privé ont aussi particulièrement insisté sur la nécessité d'assurer autant la légitimité que la qualité des ses représentations pour le bon fonctionnement du Fara. Il a été recommandé au Fara d'engager une démarche formelle pour sortir les Ong, le secteur privé et les universités africaines de « l'anonymat » pour en faire de véritables partenaires. Ces partenaires devraient devenir membres ordinaires et les prérogatives de chaque type de membres redéfinies sur la base du protocole.

La nécessité d'établir un secrétariat permanent du Fara a été de nouveau formulée ainsi que celle d'un rôle politique de l'Oua pour consolider la position en Afrique du Fara. Enfin les durées des mandats au sein du Fara (2 ans) et du comité exécutif des Snra (3 ans) sont différentes. Pour assurer la continuité de sa représentation au sein du GFAR, le Fara nommera un second représentant [outre le Président du Fara] dont le mandat sera de 3 ans. Le Fara choisira cette personne parmi les 3 candidats présentés par les Osr.

Programme et activités

Quatre thèmes ont été retenus pour le programme du Fara :

1. Le renforcement des Snra et des Osr dans le domaine de l'information et de la communication.
2. L'échange d'expérience entre les trois sous-régions ;
3. La réalisation d'études sur les conditions d'implémentation de thèmes communs retenus par le forum global, soit :
 - Biotechnologies et ressources génétiques
 - Agro-écologie et gestion intégrée des ressources naturelles
 - Plantes non-CG
4. La préparation du forum mondial en 2000

Pour le thème 3 les Osr ont convenu de réfléchir chacune sur les 3 sujets retenus et de proposer des documents qui seront discutés et synthétisés au niveau du Fara.

Le renforcement institutionnel est considéré comme la résultante de ces différentes activités.

Budgets

Le Fara a présenté un budget de fonctionnement sur deux ans pour un montant de 242.000 \$US (voir annexes). Ce montant est faible comparé aux 2,5 millions de \$US demandés par le Spaar pour l'année 1999 et les moyens de le satisfaire devraient être trouvés. Il a été demandé au Fara de remanier ce budget pour qu'il reflète mieux les activités programmées. Le secrétariat des Snra a proposé d'apporter un appui qui restera cependant limité. Le développement de l'appropriation du Fara nécessite aussi de considérer un mécanisme de financement d'une partie des besoins à travers la mobilisation des moyens des Osr.

Présidence

Le Saccar assure maintenant la présidence du Fara. Lucas Gakalé, responsable du department of agricultural research of Botswana remplace donc Moïse Houssou. Le Saccar est dans une phase de transition difficile (voir fiche 2). Il faudra suivre avec attention comment dans ces conditions il assumera cette présidence en perspective notamment de la participation de l'Afrique au Forum global de 2000.

Autres points

Le protocole d'accord établissant le Fara (voir annexes) sera révisé par le comité exécutif du Fara pour intégrer les conclusions et remarques faites plus haut. Le secrétaire exécutif des Snra a présenté son programme de travail et ses articulations avec celui du Fara. La Dg XII a annoncé le lancement du prochain appel d'offres Inco en illustrant la forte réduction des parts de l'Afrique, et en particulier de l'Afrique de l'Ouest, dans ce programme entre Std3 et le 1^{er} Inco. Au-delà des tentatives d'explications de cette réduction, l'enjeu pour l'Afrique et ses partenaires, donc pour le Cirad, est de stabiliser voire d'améliorer la place de la région dans le prochain Inco.

Commentaires

Le Fara existe mais a besoin de consolider sa position. Les engagements pris lors de cette plénière, s'ils sont respectés, devraient permettre d'atteindre cet objectif. L'un des moyens les plus sûrs de l'atteindre reste encore de traiter réellement du cas du Spaar et de l'intégration rapide de ses activités et moyens correspondants au sein du Fara. La confusion qui est encore entretenue entre ces deux organisations affecte surtout la légitimité du Fara vis à vis de sa base que sont les acteurs des Snra. Le Fara peut dans un délai raisonnable mobiliser ses acteurs et construire une véritable vision africaine validée au niveau national, sous-régional et sub-saharien s'il peut disposer de tous les moyens nécessaires pour le faire.

La sur-représentation des Cira dans ces instances constitue aussi un sujet d'inquiétude dès lors que les Snra sont eux-mêmes moins bien représentés. Dans ces conditions des décisions importantes et non contestables ultérieurement sont parfois difficiles à prendre.

Fiche 2 : Discussion avec le Saccar

Les entretiens avec les responsables du Saccar et les experts internationaux qui les assistent ont permis de faire le point sur les évolutions du Saccar, ses priorités et perspectives.

La transition du Saccar en tant que « sector coordinating unit » placée sous la responsabilité du Botswana s'est officiellement effectuée à la fin du mois de novembre 1998. Cette transition n'est en réalité pas achevée et s'avère finalement difficile. Un nouveau secrétaire exécutif, M. K. J. Molapong, a été nommé par le département de l'agriculture botswanaise dirigé par le Dr Lucas Gakale, mais au moins 2 experts nationaux n'ont pas encore été nommés pour compenser le départ de l'équipe précédente. Deux experts européens sont basés actuellement au Saccar. Notre collègue Patrick Caron a un contrat d'assistance technique allant jusqu'à septembre 2000. Il a été récemment rejoint par un expert norvégien Frik Sundstol qui est en poste pour une durée d'un an (janvier 99 à janvier 2000). Dans ces conditions le Saccar gère principalement le quotidien et notamment les relations avec les projets, programmes et réseaux régionaux pour la plupart exécutés par les Cira.

Depuis cette transition le Saccar est placé devant la nécessité de regagner une légitimité vis à vis de ses membres et des bailleurs de fonds. Les engagements vis à vis des Snra doivent être suivis et les évolutions doivent aussi être proposées et mises en œuvre.

La réorganisation du Saccar est la première des évolutions attendues. Cette réorganisation concerne encore autant le renforcement de l'équipe qu'une réflexion sur les orientations stratégiques du Saccar. Cette réorganisation doit s'effectuer alors que la Sadc réfléchit à la coordination entre les 8 «sector coordinating units» intervenant dans le domaine de la recherche et du développement agricole, grâce à la mise en place d'une seule commission (cluster) couvrant le domaine « Food agriculture and natural resources ». Patrick Caron a beaucoup contribué à la réflexion sur le cadrage stratégique actuellement examiné par un groupe de référence mis en place par le Saccar. Un document stratégique validé est attendu à la fin de cet exercice soit septembre 1999.

La seconde évolution attendue est le développement par le Saccar d'une nouvelle génération de projets dans lesquels les Snra assureraient un rôle et une responsabilité beaucoup plus importante qu'aujourd'hui. La coopération régionale dans la zone est principalement initiée et exécutée par les Cira et des grands sujets de développement agricole sont insuffisamment traités car ils ne s'inscrivent pas dans le mandat des Cira concernés. Le Saccar a donc aussi besoin de définir à partir des éléments de son plan stratégique et des priorités des Snra, les priorités, les règles et les modalités nécessaires au développement d'une nouvelle coopération.

La coopération du Saccar avec l'Union européenne et notamment l'appui du Fed, ainsi que la coopération bilatérale sont des axes importants pour la mise en œuvre de ce programme de rénovation.

Concernant l'Union européenne et le Fed, il apparaît que le Saccar n'a pas donné suite dans les délais aux propositions d'appui de la DG 8 dont ont bénéficié l'Asareca et la Coraf. Les ministres de la zone Sadc ont aussi donné leurs priorités vis à vis du Fed et la recherche agricole à l'exception de 2 projets déjà soutenus par l'union européenne n'y figure pas. Il est à craindre que le Saccar dans ces conditions ne puisse bénéficier d'un quelconque appui du 8^{ème} Fed ce qui serait un paradoxe au moment où il prend la présidence du Fara et que la Coraf et l'Asareca ont de bonnes chances de voir leurs requêtes aboutir. L'enjeu maintenant est de bien vérifier ces informations auprès de la Sadc afin de voir avec la délégation de l'UE à Gaborone les actions concrètes à mener pour faire évoluer cette situation.

La coopération bilatérale appuie le Saccar à des degrés divers. L'Usaid a retiré son soutien depuis l'annonce de la transition et ne semble pas envisager de changer son approche sur la base des résultats présentés. Plusieurs pays européens supportent des projets du Saccar exécutés principalement par les Cira. Nous avons évoqué la préparation du *projet Fac* qui prévoit d'appuyer l'établissement d'un partenariat entre l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest et du centre. Le Saccar considère que cette initiative est très importante pour lui permettre d'animer de manière nouvelle la coopération dans la zone et son ouverture à la région. Il espère que ce projet favorisera l'émergence des projets de nouvelle génération faisant une place plus importante au rôle des Snra. Nous avons convenu de monter entre la Coraf, le Saccar et les organismes français un groupe de travail chargé de préparer ce projet avec le Mae.

Le Saccar sollicite aussi un appui du Cirad pour l'aider à réorganiser son unité d'information et de communication (voir annexes). La Dist pourrait en liaison avec la Dit examiner la réponse à donner à cette demande.

Fiche 3 : Position de Patrick Caron au sein du Saccar

L'affectation d'un assistant technique en appui au Saccar s'est négociée alors que le Saccar était encore une commission de la Sadc. La mission principale de cet expert était de coordonner pour le Saccar les activités dans le domaine des ressources naturelles. Le choix de Patrick Caron s'est fait sur ces bases, mais depuis son arrivée la transformation programmée du Saccar en unité de coordination sectorielle s'est effectuée et la gestion des ressources naturelles n'est plus sous sa responsabilité. Patrick Caron est en poste au Saccar jusqu'au mois de septembre 2000 et il est donc nécessaire de revoir les termes de sa mission au regard des évolutions et des besoins du Saccar.

Ce sujet a été discuté avec le Mae lors d'une réunion préparatoire à cette mission. La révision des termes de référence du poste de Patrick Caron a été décidée lors de cette réunion. J'ai eu une séance de travail avec Patrick Caron sur cette question afin de préciser les points auxquels la nouvelle lettre de mission devra faire référence :

L'appui au renforcement institutionnel du Saccar : Patrick Caron joue un rôle important et unanimement apprécié par les responsables du Saccar dans l'exercice de réforme stratégique de l'organisation. Son action porte aujourd'hui autant sur la préparation du document de cadrage stratégique que sur l'appui au positionnement du Saccar vis à vis des donateurs et tutelles. L'image du Saccar a été affectée par la transformation en unité de la Sadc et ses premières conséquences. L'amélioration de la communication externe du Saccar est nécessaire dans ce contexte. Concernant en particulier l'Union européenne, Patrick Caron et l'expert norvégien Frik Sundstol peuvent appuyer le Saccar pour l'aider à améliorer sa position vis à vis de la délégation de l'UE à Gaborone. Enfin le programme de travail du Saccar est à élaborer et Patrick Caron est aussi sollicité sur ce point par le Saccar.

La recherche-développement sur les agro-systèmes et agro-régions : Les projets, réseaux et programmes Saccar ne traitent pas cette question à l'exception peut-être du « Land & water management research programme ». Ils restent principalement orientés sur la recherche sur les filières. L'expérience de Patrick Caron, et aussi celle de Frik Sundstol peut être utile au Saccar pour proposer des thèmes nouveaux de coopération dans la région. Patrick Caron peut aussi coordonner la participation du Saccar à la préparation et à l'exécution du projet Fac évoqué plus haut.

La nouvelle lettre de mission devrait intégrer ces aspects importants. Elle devrait aussi inclure la formation par Patrick Caron d'un homologue botswanais chargé de poursuivre les actions à l'issue de sa mission.

Patrick Caron prépare avec nous et sur ces bases une nouvelle proposition de termes de référence qui pourra être discutée avec le Mae et l'Ambassade de France en Namibie lors de la réunion sur la régionalisation de l'action du Mae en Afrique australe prévue à Maputo du 20 au 22 avril.

Fiche 4 : Discussion avec les représentants de la Coraf

J'ai évoqué avec Moïse Houssou et Marcel Nwalozié, respectivement président et coordonnateur scientifique de la Coraf l'état de notre partenariat.

Nous avons convenu de la nécessité d'organiser celui-ci en formalisant l'énoncé des thèmes d'intérêt commun, du programme de travail conjoint et des perspectives à différents thèmes. L'organisation d'une réunion de concertation entre le Cirad et la Coraf est évoquée depuis 2 ans et a pour des raisons diverses été repoussée. Nous sommes maintenant d'accord pour que cette réunion soit organisée avant la fin du 1^{er} semestre 1999. Marcel Nwalozié du côté de la Coraf et la Dre sont en charge de la préparation de cette réunion qui pourrait se tenir en France.

La Coraf est très intéressée par l'originalité du thème du projet Fac visant à créer un partenariat entre les équipes d'Afrique australe et d'Afrique de l'Ouest et du centre. Elle souhaite que ce projet encourage une évolution significative de ses réseaux. Le coordonnateur scientifique de la Coraf est l'interlocuteur désigné de la Coraf pour la préparation et le suivi de ce projet.

La XII^{ème} assemblée plénière de la Coraf se tiendra à Bangui du 5 au 9 juillet 1999. A cette occasion le plan stratégique et le plan d'action de la Coraf seront examinés, un nouveau comité exécutif sera constitué et donc un nouveau président nommé en remplacement de Moïse Houssou.

Annexes

1. Agenda de la 1^{ère} assemblée générale du Fara.
2. Rapport d'activités du Fara – Février 1997 – Mars 1999.
3. Vision for agricultural Research. Report of the joint Spaar/Fara task force. Février 1999.
4. Protocole d'établissement du Fara.
5. Budget 1999-2000 du Fara.
6. Communication du secrétaire des Nars au Fara.
7. Liste des programmes, projets et réseaux du Saccar.
8. Requête du Saccar pour un appui du Cirad en Ist.
9. Liste des participants